NATIONAL CONGRESS FOR DEMOCRACY
&
RÉSEAU DE LA SOCIÉTÉ CIVILE CONGOLAISE LIBRE
8208 Northview Court, Laurel, MD 20707. Telephone : (301)686-8474
http://www.freethecongo.com

July 8, 2019

Mr. David LIPTON
Managing Director
International Monetary Fund (IMF)
Washington, D.C, USA

Objet : PAS DE PRÊT SANS BONNE GOUVERNANCE ET SANS AUDIT

Monsieur Lipton,

Veuillez accepter toutes nos félicitations pour votre nomination comme directeur par intérim du Fonds monétaire international (FMI). Nous espérons que la durée de votre mandat en votre qualité de nouveau directeur du FMI sera marquée par une politique équitable et courageuse à l'égard du Congo Brazzaville dont les populations subissent la gouvernance désastreuse du régime tyrannique et corrompu de Denis Sassou Nguesso.

Lors d'un de ses passages à l'Oxford Union Society, l'ancien président de la Banque mondiale, Paul Wolfowitz, a fait des commentaires intéressants qui ont trouvé un écho favorable au sein de la communauté congolaise, tant au Congo qu'à l'étranger. Voici ce qu'il a dit :

«*Je vais faire un commentaire sur la Banque mondiale, mais je pense que cela s'applique de manière plus générale à l'aide étrangère. Soit dit en passant, je ne sais pas exactement, ce n'est pas une banque […], elle donne le plus souvent de l'argent à d'autres gouvernements pour appuyer le développement économique. Et le fait même qu'elle en donne aux gouvernements est en soi un peu problématique. Je résumerais ainsi l'expérience de la Banque mondiale mais je pense aussi que cela s'applique à l'USAID et à d'autres organismes.*

Lorsque vous donnez de l'argent à un gouvernement qui agit plus ou moins correctement, l'argent peut permettre de réaliser de bonnes choses. Ainsi, l'aide étrangère, l'assistance étrangère à la Corée du Sud, à Taiwan, à la Chine, a fait des choses merveilleuses. Quand vous la donnez à un gouvernement qui n'est pas très compétent, devinez ce qui arrive ? Il ne fait pas grand-chose avec. Mais le pire, c'est quand vous la donnez à un gouvernement qui est très malveillant, qui vole sa population, comme le gouvernement du Congo-Brazzaville, l'un des cas les plus difficiles auxquels j'ai été confronté, [vous condamnez à mort les populations civiles]. Le Congo-Brazzaville est un pays exportateur de pétrole, mais 70% de la population vit avec moins d'un dollar par jour. Ils [les dirigeants] versent de l'argent aux politiciens français, mais ils ne peuvent pas prendre soin de leur propre peuple. Vous donnez de l'argent au Congo-Brazzaville, tout ce que vous faites, c'est de donner à ces dirigeants plus de pouvoir pour contrôler les choses. Je le disais, je l'ai fait valoir à la Banque mondiale et ce n'est pas tout le monde qui aimait ce que je disais, mais je pense que la Banque mondiale et les autres institutions doivent faire preuve de plus de discernement en ce qui concerne ceux à qui elles donnent de l'argent.

Et pour proposer une idée radicale, je pense que dans l'ensemble, plus vous mettez d'argent directement entre les mains des pauvres, au lieu de le faire passer à travers le gouvernement, plus vous avez de chances d'obtenir

des résultats. Un cynique a dit un jour que « l'aide étrangère, ce sont les pauvres des pays riches qui donnent de l'argent aux riches des pays pauvres ».
(Paul Wolfowitz, Oxford Union Society, 2 décembre 2013 | Vidéo YouTube ci-jointe)
https://www.youtube.com/watch?v=t9irV9P5qv0
Nous aimerions attirer votre attention sur les questions qui nous préoccupent en tant que citoyens Congolais de la diaspora. Nos inquiétudes portent sur la mauvaise gouvernance, la gestion économique chaotique et le non-respect des Statuts du FMI. Au moment de l'adhésion de notre pays au Fonds monétaire international, en 1963, nous nous sommes engagés en tant que nation, à nous soumettre à un droit de regard comme le prévoit l'article IV des Statuts du FMI.
Conformément à l'autorité dont nous avons été investis par le *Natioanal Congress for Democracy* et le Réseau de la Société Civile Congolaise Libre du Congo Brazzaville, nous vous conjurons de respecter la volonté du peuple Congolais.

Par ailleurs,
• Compte tenu du fait que le gouvernement actuel du Congo est en place depuis quatre décennies et qu'il a mal géré les milliards de dollars de recettes pétrolières du pays;
• Compte tenu du fait que le Congo a bénéficié d'une remise de dette de l'ordre de 5 milliards de dollars en 2010 (au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés, PPTE) et que six ans plus tard, le pays a contracté une dette estimée à 170% de son PIB;
• Compte tenu du fait que les exemples de mauvaise gouvernance et de détournement de fonds au Congo sont légion et notoires (il suffit de penser au scandale de Gunvor en Suisse, Asperbras au Portugal, ENI en Italie, Sundance en Australie, aux biens mal acquis cachés en France, aux Panama Papers, aux transactions du Congo avec la Chine, pour n'en citer que quelques-uns);
• Compte tenu du fait que le Congo n'a pas un problème économique, mais un déficit de bonne gouvernance, comme l'ont démontré Sassou Nguesso et son régime;
• Compte tenu du fait que le gouvernement congolais n'a pas fait preuve de transparence ni de bonne foi dans ses contrats pétroliers;
• Compte tenu du fait qu'il y a quelques mois, la Conférence des évêques catholiques a publié une lettre ouverte pour dénoncer le détournement de milliards de dollars de revenus pétroliers par M. Sassou Nguesso et sa clique;
• Compte tenu du fait que la société civile congolaise a publié, le 13 août 2018, une tribune (Appel au Retrait de Sassou Nguesso) pour demander la démission de M. Sassou Nguesso pour cause de corruption, de mauvaise gouvernance et de crimes contre l'humanité commis par son régime.
• Compte tenu du fait que tout emprunt contracté par le gouvernement congolais aujourd'hui hypothèque l'avenir des enfants, des hommes et des femmes du Congo,
Permettre à Sassou Nguesso de bénéficier d'un autre prêt du FMI équivaut à la légende du tonneau des Danaïdes au fond percé. Les vies de dizaines de milliers d'enfants seront sacrifiées.

Nous tenons à affirmer que nous suivons attentivement la demande d'aide financière introduite par le gouvernement congolais auprès du FMI pour renflouer ses caisses, ce qui pourrait être une bonne démarche à condition qu'elle soit étayée par l'ensemble des normes qui s'appliquent à tous les autres membres du FMI.

En 2010, le Congo a rempli les conditions requises pour bénéficier d'une remise de dette après avoir atteint le point d'achèvement de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (**PPTE**), obtenant ainsi un allègement de sa dette d'un montant supérieur à 5 milliards de dollars. Pour autant, huit ans plus tard, la vie après l'annulation de la dette a été caractérisée par un retour à la normale dans les agissements du gouvernement congolais. Au moment où nous écrivons cette pétition, le Congo a accumulé un ratio dette/PIB record de près de 200%, au cours des 39 années de M. Sassou Nguesso au pouvoir. Le renflouement des caisses de son gouvernement doit cesser! Des millions de vies sont en jeu et dépendent de la décision du FMI.
A titre d'illustration, permettez-nous d'établir une comparaison entre le Congo et le Liberia, deux pays qui ont atteint le point d'achèvement de l'initiative PPTE en 2010 et ont bénéficié d'une annulation de dette à hauteur de 5 milliards de dollars EU. Il n'est guère surprenant de constater que le Congo dispose de certains avantages notamment une population de près de 4.5 millions d'habitants et des ressources naturelles. Pour autant, en 2018, le ratio de la dette publique par rapport au PIB du Liberia s'est établi à 40% et ce pays a organisé avec succès, en 12 ans, 3 élections présidentielles démocratiques marquées par une alternance pacifique du pouvoir. En outre, le Liberia, membre du Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP) de l'Union africaine qui comprend plus de 39 pays africains, s'est engagé dans la voie de la bonne gouvernance et d'une gestion économique prudente, comme l'atteste sa participation à de nombreux programmes du FMI tels que le Programme suivi par le FMI, la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC), la facilité élargie de crédit (FEC) qui ont pris fin en Novembre 2017 au terme des deux mandats d' Ellen Johnson-Sirleaf, totalisant 12 ans. Ce leadership exemplaire de l'ancienne présidente du Liberia met en exergue la kleptocratie du pouvoir de Sassou Nguesso.

Des audits, parlons-en :

1 ° Le 14 décembre 2017, Mme Christine LAGARDE, Directrice Générale du FMI conditionnait publiquement l'intervention de cette institution au Congo par la réalisation d'un **audit** sur **la gouvernance** et sur **la corruption.**

- Réaliser la transparence sur les audits de la dette de la SNPC et au niveau du Trésor public ;
- Clarifier le niveau de la dette à l'égard de la Chine, de la Turquie, des États du Golfe, de certaines banques africaines et des traders comme **Glencore, AOGC, Orion, Asperbas** etc.

2° À ce jour, alors qu'aucun audit n'a été réalisé, et dans une totale opacité sur le niveau réel de la dette, Sassou a choisi de **berner** le peuple congolais, la société civile et le FMI par un tapage médiatique sur un pseudo accord de restructuration de la dette de la Chine.

3° Le Conseil d'Administration du FMI se réunit le 7 juillet 2019. On ne voit pas comment cette institution va renier ses propres principes, ses propres exigences ; à moins que la **CORRUPTION** ne soit au centre de cet imbroglio.

4° Nous, *National Congress for Democracy et le Réseau de la société Civile Congolaise Libre de l'intérieur et de la diaspora en Europe, en Amérique et en Afrique,* marquons par ailleurs notre étonnement **quant *à*** l'attitude de Sassou, qui consiste à négocier avec le FMI, en même temps qu'il **est** sous l'emprise de **son obsession de l'acquisition des armes** en Russie, alors que ni les bourses des étudiants, ni les salaires des fonctionnaires, ni même les pensions des retraités ne sont assurés !!!

Sur ce point, il n'est pas superflu de rappeler qu'à titre comparatif, d'après l'IRIS (Institut Français des relations Internationales et Stratégiques), en 2016, les dépenses publiques du Congo en matière d'achats d'armes atteignaient 7.3 % du **PIB,** alors qu'elles n'étaient que de 1% pour l'Afrique du sud, 1.2% pour le Cameroun, 1.5% pour le Gabon, 2.2 % pour la RDC et même 2.9 % pour l'Angola.

5° Au regard de ce qui précède, il nous paraît évident que M. Sassou n'est préoccupé ni par la prospérité du Congo, ni par la bonne gouvernance. Il **ne se soucie que** de deux choses :

Son *maintien au pouvoir*

La pérennisation de son oligarchie au pouvoir

Pour cela, il veut avoir les Congolais sous ses pieds et une Communauté internationale **complice** pour qu'il réussisse une nouvelle mascarade électorale en 2021.

6° C'est pourquoi, au nom de la stabilité financière internationale, *National Congress for Democracy et le Réseau de la société Civile Congolaise Libre de l'intérieur et de la diaspora en Europe, en Amérique et en Afrique,* estiment hasardeux et « indigeste » d'accorder un nouveau traitement de faveur à ce gouvernement de fait, dans les conditions actuelles de mauvaise gouvernance généralisée.

Monsieur Lipton, les faits ci-dessus sont des faits convaincants qui méritent d'être pris en compte par le FMI pour donner suite à la demande actuelle de sauvetage de notre gouvernement concernant un prêt financier.

Nous, membres du *National Congress for Democracy* et le Réseau de la Société Civile Congolaise Libre, invitons le FMI, au lieu de répondre à une autre demande de prêt onéreuse et destructive, à mettre la République du Congo dans un programme suivi (Programme sans financement) par le FMI pendant 24 mois, jusqu'à ce que ce gouvernement soit capable et désireux de changer d'attitude. **En bref : PAS DE PRÊT SANS BONNE GOUVERNANCE ET SANS AUDIT**.

Veuillez accepter, Monsieur Lipton, les assurances de notre plus haute estime.

Respectueusement vôtre.

Les signataires du *National Congress For Democracy* et du Réseau de la Société Civile Congolaise Libre.

N. B. : Lettre expédiée à Washington, le 08/07/2019, accompagnée de 127 signataires. Près de 600 signataires se sont exprimés sur Change.org, à travers le lien suivant : http://chng.it/Zkw8mMtr

Autres liens vidéos

https://youtu.be/WxZDbpYQq1Q

https://www.facebook.com/watch/?v=2033483296937142